

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**



QUARANTE-DEUXIÈME SESSION

*Documents officiels**

SIXIÈME COMMISSION
13e séance
tenue le
lundi 5 octobre 1987
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 13e SEANCE

Président : M. AZZAROUK (Jamahiriya arabe libyenne)

SOMMAIRE

**POINT 134 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU COMITE SPECIAL POUR L'ELABORATION D'UNE
CONVENTION INTERNATIONALE CONTRE LE RECRUTEMENT, L'UTILISATION, LE FINANCEMENT ET
L'INSTRUCTION DE MERCENAIRES (suite)**

*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.6/42/SR.13
7 octobre 1987

ORIGINAL : FRANCAIS

La séance est ouverte à 15 h 5.

POINT 134 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU COMITE SPECIAL POUR L'ELABORATION D'UNE CONVENTION INTERNATIONALE CONTRE LE RECRUTEMENT, L'UTILISATION, LE FINANCEMENT ET L'INSTRUCTION DE MERCENAIRES (suite) (A/42/43; voir également A/C.6/42/L.1)

1. M. KHAN (Bangladesh) dit que la mission confiée au Comité spécial est très importante dans la mesure où il s'agit d'élaborer un instrument normatif international qui permette de prévenir et de punir les actes ignobles destinés à saper l'ordre constitutionnel, à porter atteinte à l'intégrité territoriale ou à l'indépendance d'Etats souverains, à perturber leurs activités de développement national et à contrarier les aspirations légitimes des mouvements de libération nationale. Le mercenariat est pire que les actes de terrorisme dont l'ampleur est moins étendue ou que le trafic international de drogues car il viole les principes fondamentaux des relations internationales qui sont consacrés par la Charte des Nations Unies. Aussi le Bangladesh souscrit-il au projet d'élaboration d'un instrument international normatif de portée générale tendant à interdire et à éliminer le mercenariat sous toutes ses formes et se prononce-t-il en faveur de l'élargissement du champ de la définition du mercenaire au-delà de celui prévu dans le Protocole I aux Conventions de Genève qui est repris au paragraphe 1 de l'article premier de la seconde révision de la base consolidée de négociation. Il faut couvrir tous les types d'actes hostiles, qu'ils soient commis dans le cadre de conflits armés internationaux, de conflits armés non internationaux ou dans des situations autres que les conflits armés. A cette fin, il serait bon de commencer par supprimer les crochets à l'alinéa a) du paragraphe 2. En outre, puisque le champ d'application de la Convention recommandé par les Nations Unies est étendu et vise la source de l'acte, l'alinéa b) du paragraphe 2, qui tente d'établir un lien entre la définition du mercenaire et la commission effective de l'acte, devrait être supprimé. La notion de rémunération "importante" introduite à l'alinéa c) du paragraphe 2 pourrait constituer une échappatoire. En ce qui concerne la question de la "nationalité", l'emploi de l'adverbe "nécessairement" pourrait constituer un compromis entre les deux thèses qui s'affrontent sur la question.

2. Partant de l'hypothèse qu'un minimum de traitement civilisé serait accordé aux mercenaires capturés, la délégation du Bangladesh propose que l'on supprime les crochets de l'article 2. Quant à l'article 3, qui est l'un des plus importants en ce sens qu'il tente de faire coïncider le champ d'application de la Convention et son objectif déclaré, le mot "sciemment" devrait être supprimé.

3. La délégation du Bangladesh propose que l'on retienne la première variante de l'article 4 et que l'on supprime l'article 5 qui n'aurait ainsi plus sa raison d'être. Par ailleurs, puisque l'article 6 est fondé sur les dispositions correspondantes de la Convention contre la prise d'otages et de la Convention de Montréal, l'emploi de l'adjectif "pénale" pour qualifier l'infraction pourrait compliquer inutilement le développement d'une jurisprudence uniforme sur la matière.

4. Le projet d'article 7 quant à lui traduit le sentiment d'un grand nombre de pays et doit donc être examiné attentivement par le Comité.

5. Les projets d'article 8 à 12 relatifs aux responsabilités des Etats reprennent les dispositions de conventions en vigueur sur des questions analogues. Ils doivent donc être conservés tels quels.

(M. Khan, Bangladesh)

6. En ce qui concerne les projets d'article 13 à 19, sur lesquels les participants se sont généralement accordés, M. Khan souhaiterait que soit adoptée une disposition analogue à celle prévue par la Convention internationale contre la prise d'otages de 1979, modifiée et mise à jour comme il se doit. L'ordre logique des articles de ce groupe a été amélioré à la sixième session.
7. Les projets d'article 20 à 23, qui sont entre crochets, appellent une réflexion plus poussée de la part des participants. A cet égard, le représentant du Bangladesh juge comme le Président du Comité spécial que les divergences de vues ne sont pas irréconciliables.
8. Enfin, la délégation du Bangladesh recommande que le mandat du Comité spécial soit reconduit en 1988 afin de permettre à ce dernier de consolider ses acquis et d'aplanir les divergences qui subsistent.
9. M. ABADA (Algérie) dit que le mercenariat fait peser des dangers de plus en plus graves sur la paix et la sécurité internationales et appelle l'adoption rapide d'un instrument juridique efficace qui permette de combler un vide juridique préjudiciable à la communauté internationale dans son ensemble. Force est cependant de reconnaître que les résultats obtenus dans l'entreprise d'élaboration d'une convention sur la question ne sont pas encore à la mesure des efforts déployés ni de l'urgence de la tâche. Il convient néanmoins de se féliciter que l'on soit revenu à un cadre unique de négociation, qui a permis aux travaux de gagner en cohérence, voire en diligence, en offrant aux délégations la possibilité de se prononcer tout à la fois sur un problème fondamental donné et sur les incidences de la position de chaque délégation sur les dispositions techniques de la future convention, et que l'on ait constitué un groupe de rédaction qui a permis de faciliter la recherche de solutions acceptables pour tous.
10. Parlant du critère clef de l'activité répréhensible, M. Abada dit que la seule référence au renversement d'un gouvernement par les armes n'est pas exclusive des activités criminelles auxquelles s'adonnent traditionnellement les mercenaires et que l'atteinte à l'intégrité territoriale ou à l'indépendance d'un Etat, l'atteinte à l'ordre constitutionnel d'un Etat et la répression de la lutte des peuples contre la domination coloniale, l'occupation étrangère, les régimes racistes et les autres formes de domination étrangère sont loin d'épuiser la gamme des actes hostiles qui sont le fait des mercenaires. D'où la nécessité soit de maintenir les termes "entre autres objectifs", soit d'avoir recours à un support conceptuel recouvrant quelques activités caractéristiques du mercenariat et techniquement traduisibles en termes d'infractions pénales.
11. Pour ce qui est de la portée de la Convention, la délégation algérienne est d'avis que celle-ci vise l'incrimination internationale du mercenariat dans toutes ses manifestations. Attendre que le mercenaire se livre effectivement à des actes de mercenariat et commette des crimes de droit commun pour envisager de l'appréhender, l'extrader et le juger revient à tolérer le recrutement, le financement et l'instruction des mercenaires. Le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction constituent autant d'infractions pénales indépendantes qui sont trop graves pour relever du domaine de la complicité.

(M. Abada, Algérie)

12. Si l'on retient l'idée que le mercenaire est un individu qui souvent n'est mû que par l'esprit de lucre, il devient inutile de chercher à quantifier le montant de la rémunération et d'introduire un paramètre de comparaison avec la solde perçue par des militaires engagés dans les forces armées régulières du pays dont il a la nationalité, car cela reviendrait à octroyer des garanties excessives aux coupables d'actes criminels de mercenariat, et à alourdir considérablement la charge de la preuve qui pèse sur la victime. Qui plus est, il suffirait que le mercenaire perçoive une rétribution inférieure à la rémunération matérielle des combattants de l'armée régulière, de rang et de fonctions analogues, pour ne pas être qualifié de mercenaire et échapper ainsi au châtement.

13. La délégation algérienne voit dans le critère d'extranéité un élément déterminant consacré par le Protocole additionnel I et par la Convention africaine pour l'élimination du mercenariat et souhaite que le Comité parvienne rapidement à une solution acceptable pour tous sur la question.

14. Le Comité spécial a adopté les projets d'article relatifs aux mesures préventives et à l'assistance mutuelle, qui énoncent, comme règle de base, la bonne foi des Etats parties à la Convention vis-à-vis de leurs obligations au titre de la Convention et du droit international général.

15. Le fait que la notion de crime contre la paix et la sécurité de l'humanité soit appelée à connaître des développements grâce aux travaux en cours de la Commission du droit international (CDI) ne peut justifier les doutes exprimés par certains quant à son inclusion dans la Convention. La contribution de la Sixième Commission au processus de développement progressif et de codification du droit international est complémentaire de celle de la CDI.

16. Enfin, la délégation algérienne se félicite de la nomination récente de M. Ballesteros (Pérou) en qualité de rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la question de l'utilisation des mercenaires. Une telle décision, loin de porter préjudice aux travaux du Comité spécial, se justifie par le désir louable de promouvoir les droits de l'homme.

17. M. SKIBSTED (Danemark), parlant au nom des 12 Etats membres de la Communauté économique européenne, réitère leurs vives condamnations des activités de mercenaires qui présentent des dangers certains, notamment pour les petits et faibles Etats. La communauté internationale s'est attaquée à des problèmes analogues dans le passé et a notamment adopté des conventions pour lutter contre les détournements d'aéronefs, les attaques contre des agents diplomatiques et la prise d'otages. Loin de définir des crimes justiciables d'un tribunal pénal international ou de créer des règles relatives à la responsabilité des Etats, ces conventions visaient à renforcer la coopération internationale en vue d'assurer que les auteurs d'infractions bien déterminées soient jugés par un tribunal interne compétent et, s'il y a lieu, condamnés à des peines appropriées suivant la gravité de l'infraction commise. C'est pourquoi les Douze ont exhorté le Comité spécial à accorder une attention particulière aux efforts visant à harmoniser le droit pénal interne des Etats et à intensifier la coopération internationale en ce qui concerne la répression du mercenariat. Les Douze notent avec satisfaction les progrès

(M. Skibsted, Danemark)

considérables accomplis en la matière lors de la dernière session du Comité, en particulier en ce qui concerne le projet d'article relatif à la coopération entre Etats pour la prise de mesures visant à prévenir les activités des mercenaires qui est maintenant présenté sans crochets.

18. M. Skibsted souligne cependant la nécessité pour toutes les délégations de faire preuve d'une volonté politique réelle de conclure une convention généralement acceptable qui soit effectivement mise en application par les Etats. Un tel instrument doit viser principalement l'aspect pénal du problème et doit par conséquent définir les actes punissables aussi précisément que possible. La définition des infractions et celle du mercenaire qui lui est étroitement liée restent des questions essentielles que le Comité spécial doit s'attacher à résoudre en priorité. En effet, l'individu ne doit être passible de sanctions que s'il commet des actes déterminés bien définis.

19. Le critère de la nationalité tel qu'il est défini à l'article 47 du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève de 1949 doit être inclus dans la définition du mercenaire pour éviter que les opposants politiques soient qualifiés de mercenaires. En outre, il importe de maintenir le critère de l'avantage personnel sous forme de rémunération matérielle excessive, qui est essentiel au concept de mercenariat. Par ailleurs, toute personne faisant l'objet de poursuites pour cause de mercenariat doit se voir réserver un traitement humain ainsi qu'il est prévu à l'article 75 du Protocole additionnel I et dans d'autres instruments internationaux. Le progrès des négociations de la session suivante du Comité spécial est à ce prix.

20. Les Douze déplorent par ailleurs que le Conseil économique et social ait adopté en mai dernier une résolution approuvant la décision de la Commission des droits de l'homme de nommer un rapporteur spécial et que la Troisième Commission ait également inscrit la question à son ordre du jour. Il y a manifestement un risque de double emploi et de conflit entre le Conseil économique et social et la Troisième Commission d'une part et la Sixième Commission de l'autre. Aucun accord ne s'étant encore dégagé sur la définition du mercenaire, les Douze considèrent inopportune la nomination d'un rapporteur spécial sur la question et s'étonne que la Troisième Commission s'occupe de la question des mercenaires qui pose des problèmes politiques et juridiques dont la Sixième Commission est seule à même de traiter convenablement. La position des Douze sur la question sera fonction de l'issue de l'examen de celle-ci par la Troisième Commission. Ils espèrent qu'ils seront en mesure de continuer à participer dans un esprit constructif à l'élaboration d'une convention sur les mercenaires.

21. M. BAGE (Nigéria) tient à réaffirmer les vues déjà exprimées par sa délégation en ce qui concerne la définition du mercenaire. Certains membres du Comité spécial estiment que, dans la convention envisagée, la définition du mercenaire devrait couvrir toutes les situations, à savoir les conflits armés internationaux, les conflits armés n'ayant pas un caractère international et les situations ne relevant pas de conflits armés, tandis que d'autres délégations écartent le principe de cette définition en faisant valoir que le paragraphe 2 de l'article 47 du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève de 1949 vise exclusivement les situations qui entrent dans le champ d'application des conventions.

(M. Bage, Nigéria)

22. Il convient de rappeler que les Protocoles additionnels aux Conventions de Genève concernent uniquement la protection des victimes des conflits armés internationaux. Les situations dont il est question aux paragraphes 3 et 4 de l'article premier comprennent les conflits armés dans lesquels les peuples luttent contre la domination coloniale et l'occupation étrangère et contre les régimes racistes, et il est expressément stipulé que les Protocoles s'appliquent aux situations visées à l'article 2 commun aux Conventions de Genève. C'est cet article 2 qui contient la définition, et les critères qui y sont énoncés ne couvrent pas entièrement ceux que le Comité spécial doit prendre en considération dans le cadre du projet de convention qu'il est chargé d'élaborer. De l'avis de la délégation nigériane, il convient d'élaborer une définition unique, énumérant toutes ou certaines des conséquences des activités de mercenaires et qui ne soit pas limitée aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 47 du Protocole aux Conventions de Genève. La convention envisagée a pour principal objet de lutter contre les activités criminelles des mercenaires et d'y mettre fin, à tout moment et en tout lieu. La définition du mercenaire devrait, conformément au mandat du Comité spécial, viser toutes les situations concernant les mercenaires et ne devrait en aucun cas servir de prétexte à certaines délégations pour empêcher ou ralentir l'élaboration de la convention.

23. En ce qui concerne le critère de la nationalité, la délégation nigériane partage les vues des délégations qui considèrent que rien n'empêche un ressortissant de l'Etat concerné de devenir mercenaire, mais qu'il convient de faire une distinction entre le ressortissant qui obéirait à des mobiles analogues à ceux d'un mercenaire étranger et un ressortissant qui pourrait avoir des raisons politiques, et non pas seulement pécuniaires, de participer à des activités de mercenaires. Les cas qui pourraient échapper à la Convention pourraient alors relever de la législation nationale relative à la trahison ou à l'extradition si ce ressortissant quitte son pays pour se réfugier dans un Etat étranger.

24. La délégation nigériane appuie fermement la recommandation adressée à l'Assemblée générale, tendant à inviter le Comité spécial à poursuivre ses travaux en 1988 et approuve le Comité spécial d'avoir inclus dans son rapport le rapport du Groupe de travail et la seconde révision de la Base consolidée de négociation.

25. Mme KUMI (Ghana) prend acte avec satisfaction du travail accompli à la sixième session du Comité spécial. Les forfaits des mercenaires menacent sérieusement l'indépendance politique et l'intégrité territoriale des pays en développement et compromettent le processus d'autodétermination dans les territoires dépendants. Un instrument international contre le mercenariat contribuera à réduire considérablement, et finalement à éliminer, ce fléau. Il est donc absolument nécessaire de renouveler le mandat du Comité spécial.

26. M. BYKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que malgré les nombreuses condamnations du mercenariat et les appels incessants lancés pour obtenir qu'il soit mis fin à cette pratique, certaines forces continuent d'avoir largement recours aux mercenaires pour déstabiliser et renverser des gouvernements d'Etats étrangers et pour s'opposer aux mouvements de libération nationale. Des centres de recrutement et d'entraînement de mercenaires fonctionnent au grand jour

(M. Bykov, URSS)

et des sommes folles sont dépensées ouvertement et clandestinement pour financer des bandes de mercenaires. Il est donc indispensable d'achever au plus vite l'élaboration d'une convention qui permette d'éliminer ce fléau.

27. Des progrès dans cette voie ont été accomplis à la sixième session du Comité spécial, au cours de laquelle un accord a été réalisé sur plusieurs dispositions et les positions se sont rapprochées sur d'autres. Les participants aux négociations doivent néanmoins redoubler d'efforts pour éliminer les points de désaccord qui subsistent et accélérer les travaux, ce que devrait permettre la seconde révision de la Base consolidée de négociation. La future convention doit définir sans aucune ambiguïté les obligations des Etats en ce qui concerne la prévention et l'interdiction du recrutement, de l'utilisation, du financement et de l'instruction de mercenaires. Les tentatives, auxquelles on s'est heurté dans le passé, visant à ramener la lutte contre le mercenariat à des mesures d'enquête et de répression des délits de droit commun aboutiraient dans la pratique à accorder la protection de la loi à ceux qui préparent et recrutent les mercenaires et saperaient les fondements mêmes du projet de convention. S'agissant de la question de la nationalité des mercenaires, il convient de souligner que ceux-ci sont souvent recrutés parmi les ressortissants du pays contre lequel les actes hostiles sont dirigés, en particulier parmi d'anciens soldats de l'armée de régimes dictatoriaux renversés par le peuple. Le crime de mercenariat doit être puni quelle que soit la nationalité du mercenaire.

28. La délégation soviétique espère que le projet de convention pourra être adopté à la quarante-troisième session de l'Assemblée générale et se prononce pour l'inclusion dans le projet de clauses prévoyant un mécanisme d'application de la future convention.

29. M. LOULICHKI (Maroc) se félicite de la décision du Comité spécial de créer un seul groupe de travail et d'organiser des consultations dans le cadre d'un groupe de rédaction.

30. En ce qui concerne la définition du terme mercenaire, l'extension du champ d'application de la future convention aux situations autres que les conflits armés est nécessaire. En l'absence de consensus sur une définition unique qui engloberait les éléments pertinents du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève, il reste au Comité spécial le choix entre l'adoption d'une définition brève ou la juxtaposition de deux définitions traitant successivement des situations de conflit et de non-conflit. Il serait quasiment impossible à l'Etat victime d'une action de mercenaires d'apporter toutes les preuves qu'exige la définition donnée par le texte actuel de l'article premier. Il serait en revanche très facile de contourner une convention basée sur cette définition. Il suffirait, par exemple, à l'Etat recruteur de payer au mercenaire une rémunération égale, inférieure ou légèrement supérieure au traitement d'un soldat régulier pour le soustraire au régime de la future convention. S'agissant du critère de la nationalité, la convention devrait couvrir les situations où les nationaux d'un Etat sont recrutés, financés et utilisés pour des activités mercenaires contre leur propre pays.

(M. Loulichki, Maroc)

31. S'agissant de l'article 3, le financement et l'instruction de mercenaires constituent des infractions principales au même titre que leur recrutement et leur utilisation et ne sauraient être qualifiés de simple complicité. Il ne peut en être autrement si l'on veut aboutir à un instrument international efficace à la fois pour la prévention et la répression des activités des mercenaires.
32. La délégation marocaine se prononce pour la reconduction du mandat du Comité spécial.
33. M. DJIENA (Cameroun), tout en reconnaissant que de légers progrès ont été accomplis à la session de 1987 du Comité spécial, déplore l'absence de progrès réels sur les questions de fond depuis la création de ce comité. Il déplore en outre que la session de 1986 n'ait pu avoir lieu en raison de la crise financière de l'Organisation et espère que cela ne constituera pas un précédent. Sa délégation appuie fermement la recommandation du Comité spécial visant à ce que l'Assemblée générale l'invite à poursuivre ses travaux en 1988 en vue de l'élaboration d'une convention à une date aussi rapprochée que possible.
34. L'absence de progrès relevée ci-dessus est due au manque de volonté politique des Etats. On semble avoir tendance à multiplier les problèmes et à rechercher, sous prétexte de vouloir atteindre le consensus et le compromis, des formulations qui auraient pour conséquence de vider le texte de la future convention de tout contenu pratique puisque l'objectif de l'éradication à terme du mercenariat ne serait plus atteint. On ne peut comprendre autrement les débats sans fin sur le mandat du Comité spécial, sur le but recherché par la convention, sur la définition du mercenaire, sur les éléments constitutifs de l'infraction qu'est le mercenariat, sur la prise en compte ou non de la nationalité des mercenaires, et même sur le point de savoir si la future convention devrait viser toutes les situations susceptibles d'entraîner l'utilisation de mercenaires, y compris les situations autres que les conflits armés, alors que, de nos jours, c'est ce type même de situation qui se présente le plus fréquemment.
35. Il faut espérer qu'à sa septième session, le Comité spécial parviendra à un accord sur les questions en suspens qui permette de mieux cerner le mercenariat, de clarifier ses relations avec le terrorisme d'Etat et d'ouvrir la voie à la clarification future des éléments du terrorisme international - toutes notions qui doivent être mises en parallèle. La délégation camerounaise, quant à elle, n'épargnera aucun effort pour que le Comité soit en mesure d'élaborer un texte de compromis mais aussi un texte ayant une portée réelle et pratique, c'est-à-dire une convention qui organise non seulement la prévention par l'interdiction du recrutement et de l'emploi direct et indirect de mercenaires, mais également la répression des actes de mercenariat par les tribunaux nationaux de droit pénal.
36. M. ALI (Yémen démocratique) constate que malgré la clarté du mandat confié au Comité spécial par l'Assemblée générale dans sa résolution 35/48, aucun progrès tangible n'a été réalisé depuis la mise en place du Comité, certains pays - qui sont d'ailleurs ceux qui utilisent des mercenaires contre les pays en développement ayant choisi la voie de la liberté et de la démocratie et contre les mouvements de libération nationale - faisant tout pour entraver ses travaux.

(M. Ali, Yémen démocratique)

37. Sur le fond, la délégation du Yémen démocratique tient à réitérer sa position sur trois points essentiels : premièrement, la définition du mercenaire doit être unifiée et précise et découler de la résolution 35/48 de l'Assemblée générale et en particulier du quatrième alinéa de son préambule; deuxièmement, il ne suffit pas de condamner les mercenaires. Il faut aussi condamner ceux qui les recrutent, les utilisent, les financent et les instruisent. De plus, il faut envisager toutes les situations et pas seulement les conflits armés; troisièmement, le Yémen démocratique rejette les arguments de ceux qui voudraient exclure du champ d'application de la future convention les ressortissants de l'Etat contre lequel les actes hostiles sont dirigés. L'expérience prouve d'ailleurs que les impérialistes et les colonialistes ont largement recours à ce type de mercenaires.

38. Enfin, la délégation du Yémen démocratique suggère que le Secrétariat rédige, en se fondant sur les débats sur la question, un texte global qui pourrait être discuté au sein du Comité spécial. Elle est convaincue qu'en fin de compte la raison prévaudra et que le Comité spécial, dont elle demande le renouvellement du mandat, parviendra à mener à bien sa tâche.

39. M. HANAFI (Egypte) fait observer que la codification des règles juridiques relatives à l'activité des mercenaires n'est pas une tâche facile compte tenu des chevauchements entre le projet de convention à l'examen et le droit interne des Etats. Mais l'expérience a montré que de telles difficultés peuvent être surmontées lorsque les parties concernées adoptent une attitude constructive.

40. Chose réconfortante, le Comité spécial est parvenu, lors de sa dernière session, à un accord sur une dizaine d'articles. Tout en se félicitant des progrès accomplis, la délégation égyptienne n'ignore pas que les articles restants, qui constituent la clef de voûte du projet, exigeront un effort encore plus soutenu et de longues négociations.

41. S'agissant de l'article premier, M. Hanafi note que, par delà les divergences qui subsistent, l'on s'accorde pour dire que la convention devra s'appliquer à toutes les activités des mercenaires, qu'elles s'inscrivent dans le cadre de conflits armés internationaux, de conflits n'ayant pas un caractère international ou dans d'autres situations. Rien n'empêche donc le Comité spécial d'adopter des dispositions à ce sujet, surtout que les critères sont identiques quelle que soit la situation et qu'il ne reste plus qu'à s'entendre sur les objectifs. Comme il existe des précédents, cette tâche ne devrait pas poser de problèmes insurmontables.

42. L'un des critères utilisé à l'article premier pour définir le terme "mercenaire" à savoir "la participation effective", est de nature à entraver l'application de la future convention et risque même d'en contredire l'esprit. Celle-ci vise en effet à interdire non seulement l'utilisation mais aussi le recrutement, l'instruction et le financement des mercenaires. En d'autres termes, le délit ne se réduit pas à la "participation effective".

43. Les dispositions relatives à la rémunération matérielle (al. c) du paragraphe 1 de l'article premier) vont, elles aussi, à l'encontre du sens commun. Le montant de ladite rémunération ne devrait en aucun cas justifier l'exclusion de certaines activités de mercenaires du champ d'application de la convention.

(M. Hanafi, Egypte)

44. Quant au critère de nationalité, il faut l'aborder avec la plus grande prudence pour ne pas embrouiller la situation, confondre différents types de délits et les traitements juridiques qu'il faut leur appliquer.

45. Les instruments de droit pénal privé ont pour but de déterminer quels actes criminels sont punissables; mais c'est aux tribunaux compétents qu'il appartient de déterminer s'il existe ou non une intention criminelle. Telles sont les prémisses dont il convient de procéder si l'on veut aplanir les divergences au sujet du libellé de l'article 2 de la base consolidée de négociation.

46. Conformément aux remarques qu'il a formulées au sujet des critères de définition figurant à l'article premier, M. Hanafi souscrit à la première variante de l'article 4; son adoption rendrait caduques les dispositions de l'article 5.

47. S'agissant des clauses relatives aux obligations des Etats à l'extradition de l'auteur présumé du délit, la délégation égyptienne souscrit aux principes généraux stipulés dans le projet de convention, principes qui sont dérivés de conventions qui constituent des précédents en la matière.

48. Formulant quelques observations sur le libellé de l'article 7, qui tend à assimiler le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires à des crimes contre la sécurité de l'humanité, M. Hanafi dit qu'il est vrai que la Commission du droit international est en train d'examiner la question et qu'elle envisage d'adopter une disposition analogue, mais rien ne s'oppose à ce qu'une telle disposition figure également dans le libellé de la convention; mais comme il n'en découle aucune obligation précise, il n'est pas nécessaire qu'elle y occupe une place centrale.

49. M. EITCHENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) rappelle que son pays a toujours été favorable à l'élaboration d'une convention en vue d'interdire les activités des mercenaires, maintes fois condamnées par l'Assemblée générale et par le Conseil de sécurité en raison du danger qu'elles présentent pour la paix et la sécurité internationales. Un document juridique international sur cette question servirait en outre de base à la coopération entre les Etats dans le domaine de la prévention et de l'élimination du mercenariat.

50. Le Comité spécial a déjà tenu six sessions. Depuis lors, la question n'a rien perdu de son urgence, au contraire : les activités de mercenaires continuent à menacer les jeunes Etats en développement et les mouvements de libération nationale dans le but de miner leur intégrité politique et leur économie et, lors de la session précédente de l'Assemblée générale, différents aspects de ce problème ont une fois encore fait l'objet d'un débat long et animé à la Sixième Commission. Il a été souligné à cette occasion que les activités de mercenaires constituaient une violation grossière et dangereuse des droits de l'homme.

51. Au cours de sa sixième session, le Comité spécial a progressé dans la tâche qui lui a été confiée et, malgré l'absence d'accord sur les questions les plus importantes, les positions se sont rapprochées : le Comité spécial a été en mesure de présenter la seconde révision de la base consolidée de négociation qui constitue un point de départ permettant d'espérer la conclusion, en 1988, de ses travaux.

52. M. BROWN (Australie) explique qu'en dépit de sa ferme opposition aux activités des mercenaires, l'Australie n'a pas appuyé la nomination d'un rapporteur spécial à la Commission des droits de l'homme sur la question des mercenaires car cette décision risque d'entraîner un chevauchement des efforts et un gaspillage des ressources, déjà limitées, de l'Organisation des Nations Unies, qu'il vaudrait mieux réserver au Comité spécial chargé d'élaborer la convention. Alors même qu'il subsiste un désaccord quant à la nature exacte des activités à interdire, les travaux d'un rapporteur spécial à la Commission des droits de l'homme susciteront des controverses, au détriment des efforts de coopération qui s'imposent pour éliminer les activités de mercenaires.

53. En 1978, le Parlement australien a promulgué le Crime (Foreign Incursions and Recruitment) Act (loi réprimant les incursions en territoire étranger et le recrutement, en Australie, de personnes destinées à servir dans les forces armées d'un pays étranger). Cette loi s'est avérée efficace et a été appliquée en plusieurs occasions. Si les circonstances l'exigent, l'Australie modifiera et renforcera sa législation nationale en vue de mettre hors la loi les activités de caractère mercenaire.

54. En ce qui concerne le projet de convention, la délégation australienne appuie la définition en deux parties proposée dans l'article premier, qui constitue une tentative d'harmoniser les définitions figurant dans d'autres instruments internationaux. Le paragraphe 1 de cet article est identique à l'article 47 du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève de 1949, qui a été signé par l'Australie. La seule différence est l'omission du mot "et" à la fin de l'alinéa e), omission qu'il sera facile de rectifier par la suite. Le paragraphe 2 de l'article premier contient un certain nombre d'éléments entre crochets qui, de l'avis de la délégation australienne, sont trop larges ou trop vagues. Par exemple, il serait difficilement acceptable de laisser à un particulier ou à un tribunal le soin de décider si une activité déterminée est de nature à "porter atteinte à l'intégrité territoriale ou à l'indépendance d'un Etat". De tels actes doivent être définis dans la convention pour éviter que les législations nationales n'adoptent des interprétations différentes quant à la nature des activités à interdire, ce qui porterait atteinte au principe d'une action internationale concertée dans le cadre de la convention envisagée.

55. De l'avis de la délégation australienne, une convention interdisant les activités de mercenaires ne devrait pas restreindre indûment le droit des particuliers de servir dans les forces armées d'un Etat dont ils ne sont pas ressortissants. Elle appuie par conséquent l'inclusion, dans le paragraphe 2 de l'article premier, de l'alinéa e) placé entre crochets.

56. La délégation australienne regrette que le rapport du Comité spécial ne présente pas de commentaire relatif à divers articles dont le texte a été révisé au cours de la sixième session. En ce qui concerne l'article 2, elle souhaiterait qu'il soit précisé que la protection humanitaire garantie par les Conventions de Genève ne s'applique pas aux mercenaires. S'agissant de l'article 7, qui fait référence à la notion de crime contre la paix et la sécurité de l'humanité, et des articles 20 et 21 qui traitent de la responsabilité des Etats et de la réparation

(M. Brown, Australie)

des dommages, la délégation australienne estime que ces questions devraient être examinées par la Commission du droit international et qu'il serait prématuré de les inclure dans la convention que le Comité spécial est en train d'élaborer.

57. Enfin, la délégation australienne espère que, dans la poursuite de ses travaux, le Comité spécial adoptera une approche strictement juridique, que le champ d'application de la convention ne sera pas trop large et que le Comité spécial sera en mesure de mener ses travaux à bonne fin et de les achever rapidement. Il convient de rappeler que des considérations d'ordre financier ont motivé l'ajournement de la session de 1986 du Comité spécial et que cela pourrait se reproduire. La délégation australienne espère vivement que le Comité spécial, à sa session suivante, sera en mesure de présenter des recommandations finales à la Sixième Commission.

58. M. HABIMANA (Rwanda) dit que son pays, fidèle aux idéaux de paix et de justice qui animent l'Organisation des Nations Unies, réproouve l'emploi de la force dans les relations entre Etats, en particulier sous la forme la plus abjecte qu'est le mercenariat. Il a d'ailleurs signé et ratifié la Convention de l'OUA sur l'élimination du mercenariat. Son engagement à cet égard s'est aussi manifesté en 1979 quand les autorités compétentes du pays ont arrêté et jugé une bande de mercenaires recrutés pour s'infiltrer dans un pays voisin.

59. La plus récente session a été marquée par des progrès considérables dans les travaux du Comité spécial. Pour la première fois, il a été reconnu unanimement qu'à l'époque contemporaine, les activités des mercenaires sont les plus néfastes dans les situations ne relevant pas de conflits armés. Une telle unanimité a permis d'inclure dans la définition du mercenaire les individus qui sont engagés clandestinement par des milieux étrangers pour intervenir dans les affaires intérieures d'un pays par divers moyens illégaux. La délégation rwandaise souhaite que l'enthousiasme et la compréhension mutuelle qui se sont manifestés alors conduisent à l'adoption rapide d'un texte complet acceptable par tous.

60. Au sujet du texte de la Seconde révision de la base consolidée de négociation, elle estime qu'il serait préférable de suivre, pour sa rédaction, les habitudes des législations pénales nationales afin d'éviter des formules comme celles employées aux articles 2, 3 et 6 qui déclarent que l'"on commet une infraction" sans plus qualifier cette infraction. En effet, la plupart des législations pénales définissent non pas des personnes punissables, mais des infractions dont l'auteur est punissable parce qu'il les a commises.

61. Durant les travaux du Comité spécial, des délégations ont estimé que le concept à retenir comme objectif des mercenaires est le renversement d'un gouvernement, les trois autres concepts, placés entre crochets dans le texte, étant superflus. La délégation rwandaise ne partage pas ce point de vue, car l'histoire contemporaine présente des cas où des mercenaires ont été utilisés non pour renverser un gouvernement mais pour soutenir la sécession d'un territoire et le séparer du reste d'un pays. Il est clair que les individus utilisés dans un but autre que le renversement du gouvernement sont néanmoins tous des mercenaires et doivent être considérés comme tels dans la convention à rédiger. C'est là un exemple parmi d'autres où le concept de renversement du gouvernement est insuffisant.

(M. Habimana, Rwanda)

62. A propos du but lucratif qui doit être à la base du mercenariat, la délégation rwandaise est favorable à la suppression de la partie de l'alinéa c) placée entre crochets. L'importance d'une rémunération est en effet un aspect subjectif. En outre, il n'est pas légitime de comparer la rémunération d'un mercenaire à la solde versée aux militaires servant dans une armée régulière.

63. A propos du critère de la nationalité, la délégation rwandaise observe que les législations nationales contiennent toutes des dispositions assez sévères réprimant les nationaux qui prennent les armes contre leur pays. Elle considère que le Comité spécial n'a pas été institué pour lutter contre les opposants intérieurs et les traîtres, puisque les Etats ont en général assez de moyens pour réprimer efficacement leurs agissements illégaux. L'objet de la convention future doit être plutôt de protéger les Etats contre les actions des étrangers qui s'infiltrent clandestinement dans le pays pour le déstabiliser ou financent et instruisent les personnes qui opéreront pour leur compte.

64. La délégation rwandaise est consciente de l'immense difficulté d'harmoniser les positions des différentes parties en raison de la diversité des systèmes juridiques existant dans le monde. Elle constate cependant que, sous un prétexte de rigueur juridique, certaines délégations tentent de paralyser les travaux du Comité spécial pour des motifs inavouables et que d'autres délégations veulent profiter de la rédaction du projet de convention pour obtenir une plate-forme internationale leur permettant de condamner des oppositions internes qui n'ont rien à voir avec le mercenariat. Elle déplore cette situation mais trouve dans la nature constructive des débats des premières séances de la plus récente session du Comité spécial un motif d'espérer le retour de tous à la raison et la conclusion prochaine d'un compromis acceptable. Dans cet esprit, elle soutiendra toute proposition visant à reconduire le mandat du Comité spécial pour lui permettre d'achever ses travaux au plus tôt.

65. M. MBURI (République-Unie de Tanzanie) dit que les espoirs exprimés par sa délégation à la précédente session ont été déçus, puisque le Comité spécial n'a pu se mettre d'accord sur un projet de convention, n'étant pas parvenu à convenir d'une définition du mercenaire. Sa délégation pense que, si le Comité spécial pouvait établir un accord sur les principes fondamentaux à inclure dans le projet, la question de la définition du mercenaire se résoudrait d'elle-même.

66. Les événements d'Afrique et d'Amérique latine illustrent s'il est besoin l'urgence d'établir les moyens de punir le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction des mercenaires par la coopération entre les nations. Le mercenariat est en réalité un acte d'agression comparable aux autres crimes internationaux. Par la résolution 3314 (XXIX), l'Assemblée générale a défini l'agression et mentionné le mercenariat comme un acte d'agression. Par les résolutions 2465 (XXIII), 2395 (XXIII) et 2548 (XXIV), elle a invité les Etats à adopter des législations qui interdisent et répriment le recrutement, le financement et l'instruction de mercenaires sur leur territoire. L'inaction dans ce domaine contribue en fait à menacer la paix.

(M. Mhuri, Tanzanie)

67. Le problème du mercenariat ne pourra en outre être résolu que par une action dirigée contre les institutions qui permettent ou se font complices du recrutement de ces pirates des temps modernes. Il n'est donc pas contradictoire de définir qui est un mercenaire et de faire remonter ensuite la responsabilité vers les Etats ou les organes ou groupes d'Etats qui tolèrent le recrutement, l'instruction et le financement des mercenaires. Il est facile de créer des lacunes au stade des mesures d'application concrète contre les institutions, tandis qu'un mercenaire peut être poursuivi plus aisément. Le Comité spécial devrait donc aussi orienter ses travaux vers la mise en cause des institutions qui utilisent les mercenaires à leurs propres fins.

68. La délégation tanzanienne s'inquiète de la lenteur des travaux du Comité spécial. Elle note que le commentaire des différents articles du projet de convention qui figure dans le rapport (A/42/43) ne manifeste par l'existence d'un consensus et met plutôt en relief les divergences existant entre les membres du Comité spécial. Elle n'est pas d'avis que des progrès tangibles ont été accomplis. La Seconde révision de la base de négociation consolidée correspond en réalité à un simple changement de titre, car le texte précédent n'est pas modifié. La délégation tanzanienne espère que des progrès véritables seront faits à la session suivante, notamment par un accord sur les principes fondamentaux. Elle invite instamment le Comité spécial à tenir compte du critère de la nationalité pour définir l'activité de mercenaires. Elle considère que la question de la participation, directe et indirecte, des complices et des auteurs des activités mercenaires doit être encore approfondie. Elle estime enfin, au sujet de l'article 7, que la notion de crime contre la paix et la sécurité de l'humanité n'empiète d'aucune manière sur le champ des travaux de la Commission du droit international et ne comporte aucun élément politique.

69. M. KEMISHANGA (Zaïre) note une évolution heureuse dans les travaux du Comité spécial, notamment au sujet des obligations des Etats. Aux yeux de sa délégation, le mandat donné au Comité spécial par l'Assemblée générale est de s'attaquer au mercenariat par les racines et non par le sommet, et donc de rédiger un texte de convention qui ne châtie pas uniquement l'individu appelé mercenaire, mais vise aussi à prévenir, sinon à éliminer le mercenariat en tant que fléau de l'humanité. Le rôle préventif de la future convention impose de définir non seulement le terme "mercenaire", mais aussi l'acte répréhensible pour en tirer ensuite toutes conséquences à l'égard des individus et des Etats.

70. La délégation zaïroise juge acceptables les deux parties du projet d'article premier dans sa version révisée. Cependant, son appui ne pourra se maintenir que pour autant qu'un seul critère d'identification du mercenaire suffira à déclencher les poursuites judiciaires contre celui-ci. Elle réaffirme en outre sa position au sujet de la portée de la future convention, à savoir que la résolution 35/48 de l'Assemblée générale a pour objectif l'établissement d'une convention comprenant aussi bien le cas des conflits armés que celui des situations qui se produisent en dehors des conflits armés. Une approche contraire irait à coup sûr à l'encontre de la volonté de la communauté internationale.

(M. Kemishanga, Zaïre)

71. Par ailleurs, les projets d'articles 7 et 13 semblent contradictoires, car ou l'on reconnaît d'emblée la compétence des Etats en cas de violation de la convention future ou, eu égard à la gravité de l'infraction que l'article 7 qualifie de crime contre l'humanité, la juridiction compétente n'est plus celle du lieu ou de tout autre Etat intéressé, mais une juridiction internationale du type Nuremberg. Il appartient à la Sixième Commission d'opérer là un choix fondamental. La délégation zaïroise appuie la version révisée du projet d'article 7, étant entendu qu'il reviendrait à l'Etat concerné de n'envisager que des mesures de caractère conservatoire à l'égard des Etats afin de préserver une certaine logique structurelle.

72. Le rôle préventif de la future convention comporte une autre conséquence touchant à la responsabilité internationale des Etats du fait des actes dont ils se seraient rendus coupables. Il s'agirait en l'occurrence d'un manquement à l'obligation de faire ou de ne pas faire qui pèse sur tous les Etats en vertu du droit international général. Cependant, la théorie de la responsabilité pénale des Etats n'étant encore qu'en gestation, la seule peine que l'Etat incriminé encourrait ne pourrait être qu'un paiement de dommages-intérêts et non une peine d'emprisonnement.

73. La délégation zaïroise est convaincue que le succès des travaux du Comité spécial dépend de la volonté politique de ses membres. Elle accueille avec satisfaction la suppression des crochets du premier paragraphe de l'article premier du projet de convention et souhaite que la même procédure soit suivie au paragraphe 2 de cet article, sauf à propos de l'alinéa c) où elle considère que les mots "effectivement" "importante" "et" "nettement supérieure" sont inutiles. Elle souligne que toute convention doit être à la fois complète et souple pour permettre au juge d'établir sa propre conviction à la lumière des faits portés à sa connaissance. Elle pense d'autre part que la définition du mercenaire devrait viser toutes les situations englobées dans le mandat du Comité spécial.

74. Elle se félicite des progrès faits par le Comité, dont le Zaïre est membre, espère qu'ils se poursuivront et se joint aux délégations qui l'ont précédée pour proposer que le mandat du Comité spécial soit renouvelé dans l'intérêt des générations futures.

La séance est levée à 17 h 30.